

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 146

6 MARS 1975 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F

LA DEMAGOGIE DE GISCARD

UNE VAINTE TENTATIVE POUR MASQUER LA CRISE POLITIQUE

Fébrile activité pour Giscard lors de la dernière semaine de février. Mardi soir, discours au coin du feu pour faire le bilan de la situation économique et exposer les propositions du gouvernement. Mercredi, conseil des ministres à Evry dans la banlieue parisienne. Jeudi, visite surprise dans un bidonville de Marseille. Vendredi soir, dîner chez une «famille de Français», la famille d'un ouvrier chauffeur de poids lourd, dans la région parisienne. Enfin samedi, ouverture des «journées internationales de Paris» consacrées aux problèmes de la femme. Chacune de ces apparitions était ponctuée d'une large publicité faite autour, bien relayée par des journalistes peu habitués à voir un président de la république en faire «tant». Et chacun de vanter les changements importants introduits dans la vie politique par le nouveau président de la république.

Mais à vouloir trop en faire on ne prouve rien, ou plutôt on prouve le contraire de ce qu'on voulait montrer. Quel travailleur pourrait croire, par exemple, que les activités présidentielles de la semaine passée vont changer quelque chose aux conditions de vie des masses dans la France capitaliste? Certainement pas le chômeur qui a appris de la bouche de Giscard que le chômage allait se prolonger et a entendu pour seule promesse la revalorisation (de combien? quand?) des indemnités de chômage partiel. Certainement pas le vieux travailleur qui doit avec 600 F par mois payer son loyer, sa nourriture, ses vêtements, l'eau, le gaz et l'électricité! Certainement pas le travailleur immigré en butte au chantage permanent à l'expulsion dès qu'il relève la tête, dès qu'il s'associe aux luttes des travailleurs français, en butte aux campagnes et agressions racistes perpétrées par des groupes fascistes, voire des policiers, agressions la plupart du temps impunies! Certainement pas les travailleurs des villes nouvelles ou des futures villes nouvelles comme Evry où se retrouvent de manière aggravée encore les conditions de vie modernes que le capitalisme réserve aux travailleurs: journée de travail allongée, logement où la vie est impossible à cause de la sonorité, de l'absence de cadre de vie (loisirs, aires de jeux pour les enfants, magasins...). Certainement pas les femmes du peuple qui savent au delà du verbiage de Giroud que rien n'est fait pour elles, qui savent que la réforme sur l'avortement, déjà bien limitative, votée au Parlement en novembre, n'est toujours pas appliquée.

Ainsi quand on décompose, mesure après mesure, les décisions prises par Giscard cette semaine, on est vite convaincu qu'elles n'ont pas de commune mesure avec le battage qui est fait autour. En paroles on évoque des problèmes réels, des problèmes qui touchent la vie des travailleurs, qu'il s'agisse de la condition de la femme, de la vie des travailleurs immigrés, de la vie dans les grandes cités modernes... Dans les faits rien ou presque n'est proposé, rien ou presque n'est réalisé! Tout au plus Giscard emprunte-t-il quelques unes des réformes du programme commun, mais à leur application les travailleurs peuvent voir qu'elles ne se

différencient guère des autres mesures de Giscard, qu'elles ne changent pas durablement et efficacement leur condition de vie et de travail.

Par la multiplication d'opérations, voulues spectaculaires, Giscard cherche à donner l'illusion du changement, à faire croire aux travailleurs que des choses importantes sont en train de se modifier depuis la mort de Pompidou. Toute la façade néo-libérale de Giscard est mise sur pied pour dévoyer les aspirations des travailleurs à une autre société, pour substituer aux modèles de collaboration de classes passés, et défailants parce qu'incapables d'endiguer la montée des aspirations révolutionnaires des travailleurs, d'autres modèles de collaboration de classes plus aptes à les tromper. Mais ce faisant en multipliant ses apparitions, Giscard ne fait que renforcer l'idée des travailleurs sur l'incapacité du gouvernement à solutionner leurs problèmes, sur l'absence totale de perspectives claires qu'il peut offrir. La frénésie de «changement» de Giscard, qui tour à tour s'affiche dans une piscine avec Kissinger et Ford, passe une semaine à Courchevel pour faire du ski, ou va manger chez les «Français» ne fait que ressortir qu'il n'a rien d'autre à proposer si ce n'est perpétuer le système d'exploitation et d'oppression que vivent les travailleurs.

«Néo-libéralisme», «changement», mots clef du nouveau gouvernement et du nouveau président ne sont rien d'autres qu'un emballage différent pour une même marchandise. Les travailleurs ne s'y trompent pas. Aujourd'hui dans leurs luttes, dans la vie de tous les jours, ils affirment clairement leur volonté de construire une société nouvelle, leur volonté d'arracher le pouvoir aux exploités, de construire le socialisme! L'affirmation «Oui, la révolution est possible!» a aujourd'hui un écho grandissant chez les travailleurs, de Lip à Liévin, de Renault à Piron (Bretoncelles).

Loin de les illusionner, le numéro de Giscard révèle aux travailleurs la profonde faiblesse de l'impérialisme français qui pour masquer ses rapports de domination et d'exploitation avec les travailleurs en est réduit à imaginer ce scénario du «changement». Les travailleurs prennent ainsi conscience de la crise politique de la bourgeoisie affaiblie par la pression des deux super-puissances, et les mouvements des pays du Tiers-Monde.

Loin d'être illusionnés par le programme commun et les propositions de la gauche, les travailleurs font chaque jour l'expérience de la nature de celles de ces propositions déjà mises en œuvre pour certaines par Giscard; ils font chaque jour l'expérience avec la querelle PS-PC de la voie de garage que constitue l'union de la «gauche».

Néo-libéralisme de Giscard d'Estaing, programme commun de Marchais-Mitterrand, les travailleurs rejettent l'un et l'autre, affirment leur volonté de lutter pour le socialisme, de renverser les exploités capitalistes, de construire le pouvoir des ouvriers et des paysans. Cette voie, c'est celle tracée par notre Parti.

● LIEVIN :
EN AVANT
VERS LE
TRIBUNAL POPULAIRE !

p 4-5

● 8 mars : journée
internationale des femmes:
RENFORÇONS LE COMBAT
DES FEMMES
POUR LA REVOLUTION !

p 6-7

● CAMBODGE :
VICTOIRES DE LA
GUERRE DU PEUPLE

p 8

LE NEO-LIBERALISME DE GISCARD, IMPUISSANT

les cours du soir de giscard: une piètre démonstration

«Du bla-bla-bla», «des bêtises», «toujours le même baratin», quand on demande aux travailleurs ce qu'ils pensent de la causerie de Giscard «au coin du feu», mardi dernier, c'est la première réaction. Giscard a beau soigner la mise en scène avec tableaux et chiffres frappants, faire semblant d'apporter des solutions aux problèmes des travailleurs, rien à faire il n'accroche pas.

DES MESURES DERISOIRES

Comme toujours au milieu de considérations sur la situation de l'économie française, Giscard annonce en bonne place 2 ou 3 mesures «sociales».

► «Le minimum de ressources des personnes âgées sera porté à 20F par jour, à partir du 1er Avril. Trouvant sans doute que ce chiffre cachait difficilement ce qu'il est - une aumône jetée à cette «catégorie» selon l'expression de Giscard que sont les personnes âgées - Giscard a tout de suite ajouté: «ce qui représente un revenu, pour un ménage de personnes âgées, de 1200 F!» La ficelle est un peu grosse: la plupart des personnes âgées qui n'auront que ces 20 F par jour pour vivre, sont justement des personnes seules, des veuves de travailleurs; alors multiplier ces 20 F par 2 pour approcher le SMIC, c'est un calcul qui montre toute l'étendue du mépris que Giscard porte aux travailleurs.

► «Augmentation de 7% des allocations familiales pour le 1er Avril». Là encore, jugez de la générosité de Giscard: d'abord, il avance la date de cette augmentation de 4 mois (elle était prévue pour le 1er août), ensuite cette augmentation est destinée à combler le retard pris par les allocations sur la hausse des prix depuis août dernier. D'août à avril, en 8 mois, de combien auront augmenté les prix? De plus de 10% de toutes façons!

► «Aides aux paysans: une aide par tête de bétail (jusqu'à 15 têtes), une aide générale: 1200 F à chaque exploitant. Déjà en juillet, le gouvernement avait pris de semblables mesures. Les manifestations paysannes de l'été ont montré ce qu'en pensaient les bénéficiaires: allocations familiales pour le 1er Avril. La encore, jugez de la générosité de Giscard: d'abord, il avance la date de cette augmentation de 4 mois (elle était prévue pour le 1er août), ensuite cette augmentation est destinée à combler le retard pris par les allocations sur la hausse des prix depuis août dernier. D'août à avril, en 8 mois, de combien auront augmenté les prix? De plus de 10% de toutes façons!

► «Aide aux chômeurs partiels: de belles paroles... mais pas de mesures, alors que des centaines de milliers de travailleurs voient leur salaire amputé d'un quart ou d'un tiers à cause des heures chômées. Et Giscard peut toujours trouver le moyen de débloquer quelques centimes de plus pour l'heure chômeé, ce n'est pas ce qui supprimera le chômage.

► «La hausse des prix se ralentit malheureusement ce n'est pas l'avis de l'INSEE qui vient de publier l'indice de janvier, ce n'est pas l'avis non plus des travailleurs et des ménages. Beaucoup ont vu leur loyer augmenter en janvier, l'électricité est passée de 48,05 c le KWH en janvier à 48,23 en février, la plaquette de beurre de 250g

de 3,05 F à 3,10 et de nouvelles hausses sont annoncées... ► «La croissance économique de la France a été la plus forte»: l'effet théâtral ne nous est pas épargné, à côté des -2,2% des USA, des -3,7% du Japon, Giscard a inscrit fièrement en face de la France: +4,5%. Et il prévoit un chiffre semblable pour 1975 (3,5%). Mais qu'est-ce que cela signifie pour les travailleurs la croissance capitaliste? Des prix qui augmentent beaucoup plus vite que les salaires, plus d'un million de chômeurs, des centaines de milliers de chômeurs partiels! Giscard peut assortir ce satisfecit qu'il se décerne, d'un commentaire sur la crise qui vient de l'extérieur, sur l'absence de responsabilité du gouvernement, il ne peut empêcher les travailleurs de voir clairement les causes de leurs difficultés: ces causes, cette crise même si elle est favorisée par la situation mondiale par la crise général du capitalisme, elles viennent avant tout de l'organisation capitaliste de la société.

Giscard a beau jouer au professeur d'économie, s'adresser personnellement à «mesdames, qui avez la pratique des achats quotidiens», tendre la main aux «jeunes, aux femmes à la recherche d'un emploi», au fond, qu'a-t-il à proposer? 1,23 F par jour pour les vieux... des réformes (réforme de l'entreprise, réforme de l'enseignement, du divorce) qui ne sont que des rapécages grossiers; et pour faire croire à son libéralisme, il propose... d'en discuter largement. Mais là-dessus, rien de solide, pas de projet d'ensemble, pas de modèle de société à proposer aux travailleurs; ce qui tient lieu de réponse, c'est cette démagogie, ce faux libéralisme, ce chantage à la crise!

Leur réponse, les travailleurs l'ont déjà donnée dans leurs luttes et ils l'affirment avec de plus en plus de force: c'est la société socialiste, celle qu'ouvriers et paysans bâtiront après avoir balayé Giscard et sa cohorte d'exploiteurs.

Annie COSSIN

LES TRAVAILLEURS LE LENDEMAIN DU DISCOURS DE GISCARD

Mercredi 10h du matin-Grandin.

De grandes banderoles «usine occupée», des panneaux faisant le point des dernières négociations, on ne peut pas passer devant Grandin, à Montreuil, sans voir l'usine. Devant la grille, des femmes discutent par groupes. Nous nous approchons, la conversation est vite engagée, nous leur demandons si elles ont écouté le discours de Giscard, la veille, ce qu'elles en ont pensé. «C'est toujours le même baratin, tout ce qu'il dit et ce qu'il fait, ça fait 2». Les ouvrières de Grandin sont plutôt étonnées de notre question. Nous continuons: «Vous êtes licenciées depuis un mois. Giscard a annoncé de nouvelles mesures pour les chômeurs: après les 90% du salaire pendant un an, il promet de mieux indemniser les heures chômées, qu'en pensez-vous?» L'une d'elle nous réplique aussitôt: «Non mais je ne crois pas au Père Noël moi!» une autre poursuit: «les 90% de salaire? Ici, personne n'a encore rien touché parce qu'il n'y a pas de certificat de travail, il parait que la lettre de licenciement est nulle...», «on m'envoie de bureau en bureau pour emplier des papiers... mais pas d'argent». Manifestement les ouvrières de Grandin n'attendent rien de Giscard et de ses promesses.

► «Aide aux chômeurs partiels: de belles paroles... mais pas de mesures, alors que des centaines de milliers de travailleurs voient leur salaire amputé d'un quart ou d'un tiers à cause des heures chômées. Et Giscard peut toujours trouver le moyen de débloquer quelques centimes de plus pour l'heure chômeé, ce n'est pas ce qui supprimera le chômage.

► «Aide aux chômeurs partiels: de belles paroles... mais pas de mesures, alors que des centaines de milliers de travailleurs voient leur salaire amputé d'un quart ou d'un tiers à cause des heures chômées. Et Giscard peut toujours trouver le moyen de débloquer quelques centimes de plus pour l'heure chômeé, ce n'est pas ce qui supprimera le chômage.

CA VA MIEUX. POUR QUI?

Giscard ne s'est pas contenté d'annoncer ses générosités habituelles; il a consacré près de la moitié de son discours à rassurer, à expliquer que «nous sommes sur la bonne voie».

► «La hausse des prix se ralentit malheureusement ce n'est pas l'avis de l'INSEE qui vient de publier l'indice de janvier, ce n'est pas l'avis non plus des travailleurs et des ménages. Beaucoup ont vu leur loyer augmenter en janvier, l'électricité est passée de 48,05 c le KWH en janvier à 48,23 en février, la plaquette de beurre de 250g

Annie COSSIN

GISCARD A MARSEILLE: SILENCE SUR LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION, LES EXPULSIONS ET LES AGRESSIONS RACISTES

Deferre, député maire de la ville de Marseille, a reçu ce jeudi 27 Février Giscard d'Estaing et Dijoud (secrétaire d'Etat à l'immigration) pour leur faire visiter les réalisations de la municipalité en matière de logement pour les travailleurs immigrés! En conduisant ses hôtes dans les ruelles étroites d'un bidonville, le maire «socialiste» de Marseille n'a montré en fait qu'un échantillon, certes tout à fait significatif, de ce qu'est la réalité du sort réservé aux travailleurs immigrés et à leurs familles dans la deuxième ville de France.

enquêtes sur ces assassinats. Rien, mais vraiment rien n'a pu être découvert y compris en ce qui concerne les attentats contre le consulat général d'Algérie et le siège d'Air Algérie! La visite de Giscard, c'est une véritable provocation: après avoir réprimé violemment les travailleurs tunisiens, particulièrement de Montpellier et Avignon qui luttaient pour obtenir leur carte de travail et en finir avec les conditions archi-scandaleuses du travail au noir, c'est après avoir fait expulser plusieurs dizaines de ces travailleurs que Giscard est venu par surprise pour plus de sûreté, faire des sourires accompagnés de quelques promesses démagogiques aux travailleurs immigrés qui n'ont d'ailleurs pas été dupes. «Il avait besoin d'un peu de publicité pour avoir du pétrole et préparer son voyage en Algérie» disaient certains. «Pourquoi il n'a pas encore chassé les meurtriers des immigrés?», «Pourquoi il continue à nous faire tabasser comme à Montpellier?»...

Plus d'un million de travailleurs immigrés passent chaque année par Marseille pour être ensuite répartis dans toute la France et dans les pays voisins. Plusieurs centaines de milliers s'installent dans le Midi de la France dont un nombre important dans l'agglomération marseillaise. Malgré un passage rapide dans une cité de transit pour travailleurs immigrés «La paternelle», le président et son secrétaire d'Etat ne se sont pas aventurés plus avant dans les immenses quartiers populaires de la «capitale méridionale» où sont entassés des milliers de familles immigrées et françaises dans de véritables bidonvilles en dur, où elles connaissent des conditions de vie guère plus enviables finalement.

Les promesses, toujours des promesses! Un programme de 105 logements neufs en 5 ans et 270 logements doivent être rénovés dans la cité «la paternelle», 950 lits nouveaux dans les foyers taudis de la SONACOTRA... plus quelques classes supplémentaires pour jeunes nord africains! De bien piètres mesures qui ne risquent pas d'apporter des solutions aux problèmes des travailleurs immigrés et de leurs familles. Ces mesures, cette visite, en tous cas, servent à mener une campagne pour soigner le visage du gouvernement Giscard qui déclare à qui veut l'entendre qu'il souhaite régler les problèmes des immigrés avec humanité. C'est sans doute pour cela que cette tâche est largement confiée à la police. Gageons que cette mise en scène cherche à faire passer la mise en place du contrôle de l'immigration. Dijoud déclarait encore récemment à la télé que les flux migratoires doivent être contrôlés, canalisés c'est à dire en fin de compte acceptés ou rejetés en fonction du marché du travail, des besoins de l'économie, des possibilités des pays d'accueil! C'est contre cela que doit s'organiser la lutte des travailleurs, français et immigrés.

Giscard n'a même pas osé évoquer sa police qui dans cette ville précisément s'est sinistrement illustrée à maintes reprises. Rappelons nous les nombreux attentats qui se déroulent dans la ville et dans la région lors de la sanglante campagne raciste de 73. Près d'une dizaine de travailleurs immigrés y ont été assassinés à cette époque. Curieusement le sous brigadier Canto se trouve impliqué dans le meurtre du jeune Algérien Ladj Lounef tué de plusieurs balles dans la nuit du 28 au 29 août 73. Curieusement ses complices sont aujourd'hui en liberté! Curieusement aussi les auteurs des autres crimes racistes courent toujours et ne seront sans doute pas inquiétés puisque 3 non-lieux viennent d'être confirmés en appel dans les affaires concernant précisément la série de meurtres racistes d'août 73. Curieuse déception cette impuissance des autorités marseillaises à faire aboutir les

Franck PERREUX



L'autre visage de la politique de Giscard Pomiatowski. Ici destruction d'un bidonville... à Marseille précisément.

un mort dans le bidonville visité par giscard

Le 26 Février 75, entre St Henri et St André, dans le bidonville existant depuis 22 ans, celui-là même visité par Giscard, est mort un jeune travailleur dénommé Salah Brillhon, âgé de 15 ans et demi, tué par la chute d'un mur. Le jeune travailleur, qui a perdu son père il y a 3 mois, était sorti dans l'intention de ramasser un peu de bois pour se chauffer, et c'est en prenant un morceau que le mur lui est tombé dessus, lui écrasant le thorax et la tête. Non, ce n'est pas la malchance ni le destin qui sont responsables de cet accident; les travailleurs ne peuvent pas croire à la fatalité. Tous les travailleurs, immigrés et français, doivent avoir un logement décent, où ils se sentent en sécurité, eux et leurs enfants, où ils n'ont pas peur de se retrouver sans toiture lorsque souffle le mistral, où ils ne craignent pas les maladies de ces taudis insalubres. Dans ce bidonville sans eau ni électricité, les gens buvaient de l'eau provenant soit-disant d'une source, et il a fallu un cas de choléra pour que la mairie mette l'eau courante.

Cela évidemment, Giscard n'a pas voulu en entendre parler. Un travailleur algérien du bidonville.

FACE AUX ASPIRATIONS DES TRAVAILLEURS

des cités dortoirs aux villes nouvelles: pas d'amélioration pour les travailleurs

Le 26 février, le conseil des ministres s'est tenu à Evry, ville nouvelle du Sud Est parisien, implantée à 30 km de la capitale, entre Corbeil et Ris Orangis. Pourquoi Evry? Plus que les thèmes abordés par les ministres, ce sont surtout les organes d'information de la bourgeoisie qui fournissent la réponse à cette question: presse, radios, télévision ont sauté sur l'occasion pour broder sur le thème: «ville nouvelle, un urbanisme au service de tous, le bonheur de demain». C'est bien ce que voulait Giscard. De ces «villes nouvelles», il y a longtemps qu'on en entend parler. Voici 10 ans déjà, le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme en faisait l'un des axes essentiels de l'aménagement futur de la Région Parisienne. Pourquoi?

LES CITES DORTOIRS, UN ECHEC POUR LA BOURGEOISIE

Depuis 1945, la désindustrialisation de Paris, l'implantation accélérée de bureaux, la reconquête des quartiers populaires de Paris par les cadres et professions libérales, en un mot l'embourgeoisement de Paris, ont modelé la politique du logement de la bourgeoisie. Paris s'est vidé et se vide encore progressivement de ses habitants ouvriers: en 7 ans c'est l'équivalent de la population de Toulouse qui a dû s'exiler en banlieue, face à la croissance rapide des implantations de bureaux (affaires, administrations, sièges sociaux d'entreprises, organismes internationaux).

Outre ces anciens habitants de la ville de Paris, la banlieue a accueilli les milliers de travailleurs quotidiennement déportés de leur région natale faute d'emploi. «On ne peut pas stopper la croissance de la population de l'agglomération parisienne» affirme la bourgeoisie dans le schéma d'aménagement de 1965! Ce qu'elle oublie de dire, c'est que c'est elle qui maintient nombre de régions françaises dans un état de désert industriel, axant toute sa politique industrielle sur la concentration, le renforcement de quelques pôles d'attraction toujours plus gigantesques.

Pressée de fournir aux entreprises de la région parisienne, un marché de l'emploi adapté à leurs besoins, la bourgeoisie s'était moins pour organiser un cadre de vie décent aux travailleurs. Au contraire, tout un secteur capitaliste du logement s'est développé, s'enrichissant du stockage des travailleurs dans des grands ensembles construits à la va-vite, avec la bénédiction de l'Etat, dans le seul but d'extorquer aux travailleurs par le biais des

transport. La bourgeoisie a de plus en plus de mal à masquer la place qu'elle réserve à la classe ouvrière dans la société capitaliste.

LE PROJET DES VILLES NOUVELLES, UN PROJET QUI NE RESOUD RIEN

Sur le papier, le projet semble apporter ce qui manque justement aux cités dortoirs: un centre urbain avec des équipements en matière d'éducation, en matière culturelle, sportive, commerciale, administrative et des emplois, encore que sur ce dernier point les projets spécifient bien que: «ce serait une utopie de penser souhaitable, pour réduire la distance entre l'habitat et le lieu de travail, que chacun soit conduit à travailler dans la rue, dans le quartier ou la commune, où réside sa famille». Mais les travailleurs ne se contentent pas de projets. Ils jugent sur les faits. Et à Evry pour l'instant le projet se traduit dans les faits par une aggravation des conditions de vie des masses.

Bien sûr la ville nouvelle d'Evry, c'est encore un chantier. Si l'on compte les quinze communes que la ville nouvelle doit progressivement intégrer, l'ensemble regroupe déjà plus de 250.000 habitants. Mais si l'on s'en tient au noyau d'Evry, à proximité de l'ancien bourg, on ne compte guère plus de 20.000 habitants. Le centre, affublé d'un nom pompeux, l'Agora, ne sera inauguré que le 19 mars. Il regroupera la préfecture déjà en service, un centre commercial de 70.000 m2, un centre de loisirs (bibliothèque, salle de théâtre, night club, cinémas...) et divers équipements publics. Le tout étant résolument placé sous le signe d'une architecture futuriste.

A quelques centaines de mètres du centre, les premiers quartiers d'habitation ont envahi le paysage de leurs formes bizarres, choquantes, seul un groupe d'HLM construit depuis 6 ans, tranche par son caractère classique. Nous sommes allés visiter le quartier. Il est concentré autour d'une petite place de béton sous laquelle passe la route. C'est la dalle, comme l'appellent les habitants. Autour de la dalle, les immeubles, tours ou barres, se serrent au plus près comme si le soleil n'éclairait que la dalle. Un café, quelques magasins, une pelouse en plastique de 10 m2, et des arbres minuscules nichés dans de grands vases de béton, voilà pour l'environnement. On a rejeté la verdure à des kilomètres.

LES TRAVAILLEURS REJETENT CES «VILLES NOUVELLES».

Entrons dans l'un des immeubles: un hall qui ressemble à n'importe quel autre hall de HLM, froid, sombre. Une cage d'escalier indépendante ou un ascenseur qui vous dépose à votre étage, tout est fait pour que les gens ne se rencontrent pas ou par hasard. Certains sont là depuis 5 ans et connaissent à peine leurs voisins de palier. Pour la plupart - plus des 3/4 nous dit une jeune dactylo - les travailleurs désertent la cité la journée pour aller à Paris. Beaucoup ont 3 heures de transport dans des trains bondés, où la place assise est l'exception. «Il n'y a pas d'emploi ici, quelques uns à Corbeil, et c'est tout». «Les quelques boîtes qui se sont installées sur la RN 7, ont apporté en même temps leurs travailleurs». «Moi, j'ai du travail dans le coin, dans une entreprise de bâtiment et de travaux publics, mais je ne sais pas si ça va durer, de 400 on est passé à 100 ouvriers en un an». Voilà les réflexions entendues au hasard du porte à porte.

Et puis la fatigue, l'ennui: «Il n'y a rien pour se distraire, il faut aller à Paris, mais en comptant l'essence, il faudrait avoir 100 F à dépenser pour une sortie!». «Je suis jeune mariée, je ne sais même pas s'il y a quelque chose d'organisé. On rentre tard le soir, le week-end on reste là dans l'appartement devant la télé. Où aller? Il faudrait avoir une voiture et partir à la campagne».

Les loyers sont chers: parce que les charges ont augmenté en un an de plus de 40%, et parce que il faut rajouter les dépenses de transports, «Pour le gars qui va une fois de temps en temps à Paris en train, il faut compter 15 F, c'est une espèce de sur-loyer». Tout cela pour des appartements qui se dégradent à une vitesse accélérée: un ouvrier nous montre une fissure, les placages décollés, nous parle du bruit. Pas besoin de discours d'ailleurs, tout en parlant, on entend les gamins de l'étage au-dessus qui jouent. Alors, quoi de différent d'avec les cités dortoirs que les travailleurs connaissent?

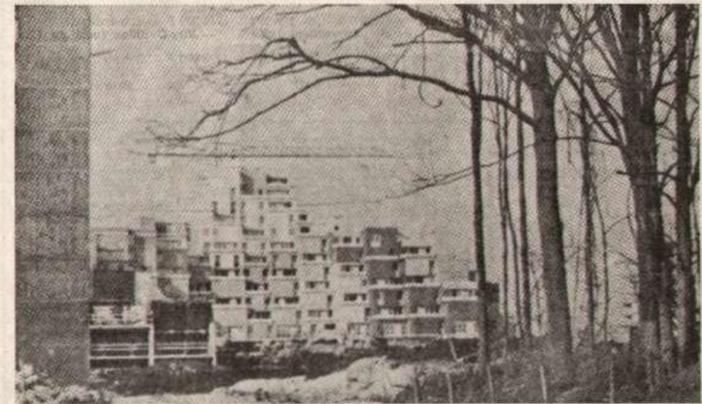
► «Ils disent que ce sera une ville où les travailleurs seront sur un pied d'équité avec les autres couches de la population. Mais regardez,

ici c'est les HLM, là-bas les appartements en accession à la propriété avec prêt du Crédit Foncier, et au centre le prix des logements décourage même les cadres!». Et de fait c'est bien l'impression qu'on retire de la visite de la ville.

► «Ils affirment qu'ils veulent décongestionner Paris, créer une vraie ville. Mais ils me font rigoler, on ne décongestionne pas Paris en construisant une ville à 30 km de la capitale. Et puis pour faire une vraie ville, il faut des emplois sur place, et ce n'est pas en misant sur l'extension du réseau de transports en direction de Paris qu'on va attirer les entreprises ici!». C'est vrai que les patrons préfèrent de beaucoup avoir des ouvriers disséminés un peu partout, et abrutis par des conditions de transports très détériorées plutôt que de rassembler les ouvriers à proximité de l'usine et rendre ainsi plus faciles leurs organisations et leurs actions.

► «Et puis, leurs fameux équipements, il paraît qu'il faut qu'ils soient amortis en 5 ans. Déjà que le devis a été réévalué de la moitié, vous vous rendez compte du prix qu'on va payer pour une place de théâtre ou de cinéma?»

Frédéric MONTAGNET



Evry: ville «nouvelles» - tout est organisé pour accentuer l'isolement des travailleurs.

CE QU'EN PENSENT LES JEUNES...

La cité d'Evry «ville nouvelles» un samedi après-midi. Au milieu de la «dalle» la maison de quartier, prétendument lieu de distraction pour la jeunesse d'Evry. Une dizaine de jeunes en tout et pour tout y regardent le match de rugby à la télé. Nous nous présentons comme journalistes de Front Rouge, tout de suite la discussion s'engage, on ferme le poste de télé. «C'est bien la première fois qu'on vient nous demander notre avis sur la cité, les loisirs qu'il y a ici dit Victor un jeune ouvrier de Créteil, étions ils donc «Républicains» (journal local) ils y disent que nous sommes des voyous». Chacun a beaucoup de choses à dire, ils travaillent tous pour la plupart. FR: Vous travaillez à Evry?

«Il y a des soirées réservées à ce genre de discussions, où l'on fait venir tous les partis. Récemment, il y a eu un débat sur l'emploi, avec des industriels et...»

Rien que du «beau monde». Personne pour parler des problèmes que rencontrent les jeunes, de ce qu'ils souhaitent faire, parler de la Révolution et du socialisme. Ce que souhaitent les jeunes, c'est parler de leur avenir, ils veulent qu'on leur donne la parole. L'intérêt qu'ils nous ont manifesté a confirmé cela. C'est la raison pour laquelle la bourgeoisie a peur des jeunes: dans cette cité tout est fait pour embriquer les jeunes, les empêcher de prendre leurs affaires en main. Le conseil d'administration de la «maison de quartier» est tenu en main par la bourgeoisie, et comme nous disait Nicolas: «S'ils proposent à des jeunes d'y participer, ils s'adressent à des fayots, pas à nous». FR: Evry ville nouvelle: qu'y a-t-il de nouveau pour vous?

Les jeunes: «Ici, c'est encore pire qu'ailleurs: pour se distraire un peu, on est obligé d'aller à Paris. Sinon on s'ennuie, on a toujours les flics sur le dos. Ils sont plus de 1500 à habiter là, les rondes de police sont perpétuelles, ils n'hésitent pas à kidnapper les jeunes chez eux pour les arrêter».

FR: Lorsque la ville sera terminée, il y aura des centres de loisirs?

Les jeunes: «Ces centres de loisirs, c'est club pour nous. L'Agora, les cinés, night-club, etc... et tout, ce sera trop cher pour qu'on en profite».

Tout au long de la conversation les mots flics, ennui, reviendront comme un leit motif. La «ville nouvelles», l'avenir que la bourgeoisie leur propose, les jeunes le rejettent: ils refusent cet embourgeoisement, ils aspirent à autre chose, à une autre vie. La société socialiste, la Révolution, cela les intéresse beaucoup. Comme nous le dira Thérèse: «On aime bien parler de cela, ça correspond à nos idées».

FR: De quoi peut-on parler ici?

MOBILISATION POUR LE TRIBUNAL POPULAIRE

déclaration d'un mineur de la fosse 4 pour tous ses camarades, pour tous les mineurs qui lisent FRONT ROUGE

«Maintenant les Houillères ont peur. Ça faisait longtemps qu'on n'avait pas vu ça. Les Houillères ont peur: la preuve c'est qu'ils n'arrivent pas de mettre des staffanels et c'est tous des neufs. Avant, sûrement ce qu'ils faisaient, ils devaient prendre des anciens et les replacer ailleurs, ou bien, ils n'en changeaient pas.

Maintenant, en plus, ils mettent 2 gaziers là où il n'y en avait plus qu'un. Ils n'hésitent plus à payer 2 gaziers.

Tout ça, c'est parce que nous avons publiquement dénoncé, aux réunions de la Commission Populaire d'Enquête, le manque de sécurité dans la mine.

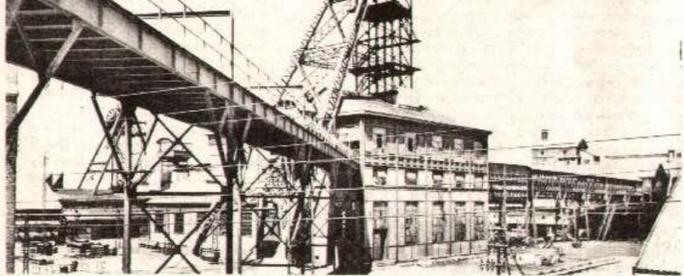
A chaque fois qu'il y a eu une catastrophe, au bout de quelques temps, on n'en parlait plus. Maintenant c'est plus pareil, ça fait plus de 2 mois que la Commission Populaire d'Enquête travaille. Il y aura du monde au Tribunal Populaire, des gars du 3 de Lens, du 2, du 7, qui sont prêts à témoigner... Il n'y aura pas seulement des mineurs. Un ouvrier c'est un ouvrier. Dans le bâtiment ou ailleurs, il y a aussi beaucoup d'ouvriers tués ou blessés. Le manque de sécurité imposé par la bourgeoisie, ça concerne toute la classe ouvrière. Beaucoup de mineurs sont écorchés, ils ne

comment se déroulera le Tribunal Populaire

(décisions adoptées par la 5ème réunion de la Commission Populaire).

- le Tribunal Populaire se tiendra le 22 mars.
- Le matin, un colloque sur la sécurité se déroulera avec les travailleurs des différentes branches: bâtiment, textile, sidérurgie; etc... des cars venant de Grenoble, de Lyon, de Paris, de l'Est...
- L'après-midi, le Tribunal présidé notamment par les mineurs de la Commission Populaire d'Enquête fera le procès des Houillères, sur la base des travaux de la Commission.

liévin, bruay: réunions contre la silicose et la politique des Houillères



Samedi en fin d'après-midi, à Liévin s'est tenue une réunion à l'initiative du journal «Libération». La Commission Populaire d'Enquête appelait à y participer.

Après la projection du film sur le Tribunal Populaire de Lens en 1971, un débat s'est engagé, où les mineurs présents ont dénoncé l'absence de sécurité dans les mines à cause de la politique de profit capitaliste, un délégué mineur de la CFDT a rappelé qu'il y a 2 ans, à Liévin, un ingénieur du groupe avait fait une conférence sur le thème: «aujourd'hui nous avons les moyens de maîtriser totalement le grisou».

Les mineurs présents ont discuté de la lutte à mener contre la silicose. L'idée de constituer un cabinet de contre-expertises avec des médecins se mettant au service des mineurs pour faire reconnaître le taux réel de silicose, tout en préparant une bataille d'ensemble, a été lancée.

Les mineurs, les membres de la Commission Populaire d'Enquête, les médecins présents, ont insisté sur l'unité des mineurs à réaliser pendant la lutte.

Le lendemain à Bruay, une réunion organisée par des mineurs et d'anciens mineurs, «la maison pour tous», a commencé à concrétiser l'idée d'organisation pour la lutte contre la silicose.

Après qu'aurait été dénoncés non seulement la silicose mais le traficage de ces taux, et aussi tout le système médical des Houillères qui pèse fortement sur les médecins des mines, notamment ceux qui n'admettent pas d'envoyer quotidiennement des mineurs à la mort, la décision a été prise de créer une sorte d'association de défense des silicosés, organisant les contre-expertises, et préparant une mobilisation de masse, afin de faire reculer les Houillères sur ce problème.

La mobilisation des mineurs ne pourra qu'encourager les médecins à se mettre à leur service. La Commission Populaire d'Enquête soutient de telles initiatives.

croient plus à rien. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'Enquête Populaire ce n'est pas pour vendre des cartes, c'est pour nous aider, c'est pour que nous nous défendions nous mêmes tous ensemble.

Pour les Houillères, la catastrophe de Liévin, comme les autres, ce sera peut-être fini. Mais pas pour nous. Car pour nous, la lutte continue contre l'absence de sécurité et contre toute l'exploitation que nous font subir les Houillères, qui est la cause des accidents et de la vie si dure que nous menons.

La lutte ne doit pas s'arrêter le jour du Tribunal. Le Tribunal Populaire ne sera pas sans lendemain. Au contraire, il doit nous aider à être plus forts, plus solidaires les uns des autres pour organiser la lutte.

Il faut former des cellules avec le Parti Communiste Révolutionnaire pour nous défendre nous mêmes. Après le 22 mars, il y aura des cellules et la lutte continuera. On sera là et on répondra présent. Les Houillères vont vouloir nous briser, nous disperser. Dans mon équipe ils ont commencé, et dans pas longtemps, c'est à eux que ça va faire du tort. On se connaissait tous, en nous dispersant, en nous mettant ailleurs, on pourra connaître d'autres camarades que nous ne connaissions pas auparavant et organiser la lutte avec eux».

Face à un camarade reprenant les diverses déclarations des Houillères, les mineurs représentant l'accusation répondront point par point en partant de leur expérience. Des témoins tels que des ingénieurs progressistes donneront leur point de vue.

Les mineurs dans la salle qui voudront apporter leurs témoignages auront la parole.

Puis viendra le verdict, et une intervention d'ensemble sur la politique des Houillères.

Enfin prendront la parole les comités de soutien (qui auront aussi des stands dans le hall), des travailleurs présents de différentes branches.

La motion de soutien, les vignettes, seront le support matériel avec lequel les mineurs vont mobiliser d'ici le Tribunal, dans ce but.

QUE LE TRIBUNAL SOIT RÉELLEMENT L'AFFAIRE DES MINEURS!



réunion de la commission populaire d'enquête

Samedi a eu lieu la dernière réunion publique de la Commission Populaire d'Enquête sur la «catastrophe» de Liévin, avant le Tribunal Populaire. Dans le cadre de la préparation de ce Tribunal, les témoignages sur la silicose ont occupé une place importante lors de la réunion de la Commission. Dans les autres réunions qui se sont déroulées à Liévin et à Bruay, que soutenait la Commission Populaire, la dénonciation de la silicose et de la médecine des mines, a là aussi tenu une place importante.

Des préoccupations communes étaient présentes dans ces réunions: faire appel à des médecins progressistes pour avoir du matériel scientifique, servant à rétablir les vrais taux de la maladie (répondant à cette attente, des médecins du Groupe Information Santé étaient venus enquêter auprès des mineurs en participant aux différentes réunions), et préparer les luttes d'ensemble contre la silicose dépassant les seules batailles sur les cas individuels,

«Mon beau-père est mineur, au 7 d'Avion, il est silicosé, mon grand-père a fait 8 ans de bowette. La réunion, c'était bien. Quand j'ai entendu réagir les mineurs, quand je les ai entendus parler aussi franchement aujourd'hui, j'ai été étonné. Je croyais que les mineurs faisaient leur boulot et c'est tout, j'en avais connu qui avaient cette mentalité».

Il a un peu plus de 20 ans, il est fondeur, à Usinor Dunkerque, il fait exactement le même travail que Jean-Claude Delaleu, tué en 1974 à cause du manque de sécurité en changeant les tuyères d'un haut-fourneau. Il est venu avec des camarades participer à la 5ème réunion de la Commission Populaire d'Enquête de Liévin. Ce samedi à Liévin, dans la salle pleine du café où se tenait la réunion, il a vu comment, face aux Houillères qui veulent le empêcher de réagir aujourd'hui, les mineurs osent prendre la parole avec la Commission Populaire, il a vu comment les mineurs veulent s'unir avec les autres travailleurs, rejetant l'isolement dans lequel la bourgeoisie voudrait les maintenir.

Au début de la réunion, vivant témoignage des liens qui se nouent à travers la France avec les mineurs, on lit d'abord le courrier reçu par la Commission Populaire d'Enquête depuis la dernière réunion: messages de soutien de mineurs et d'anciens mineurs du bassin Lorrain, de la section CFDT de l'Hôpital Raymond Poincaré, de Garches (région Parisienne), de la section CFDT de la Nouvelle Société d'imprimerie CHAIX (ex néo-gravure) qui envoie un dossier sur la santé dans l'imprimerie notamment sur les maladies du plomb. Messages de cheminots de l'Ain, de délégués du bâtiment et d'ouvriers du textile rassemblés dans le Comité de Soutien de Roanne, des mineurs de May-sur-Orne (Calvados).

Un rapport est présenté sur l'enquête menée par la commission. Il remarque d'abord qu'au sujet de la «catastrophe» du 27 décembre, la presse ne parle plus guère que de la récente découverte faite au cours d'une autopsie, à la demande du Juge Pascal: du méthane dans le sang des mineurs.

Ainsi un mineur (il est âgé de 50 ans, il a 45% de silicose) prend la parole: «il y a une chose qui est certaine, c'est que les Houillères ont toujours cherché à trouver un autre nom que la silicose. Maintenant c'est le méthane, demain qu'est-ce que ça sera, n'importe quoi, sauf la silicose. Tous les mots sont bons pourvu qu'on s'éloigne de la silicose».

Enfin, il se met d'accord pour dire: il y a la silicose que les Houillères cherchent par tous les moyens à camoufler, et il y a peut-être quelque chose en plus: du méthane qui se fixerait sur le sang. Mais ce dernier point reste à établir.

Le rapporteur rappelle comment travaille la Commission: en s'appuyant sur des centaines de témoignages de mineurs. Il y a aussi des ingénieurs des mines, certains experts qui se mettent au service des mineurs, qui sont venus à la réunion.

On évoque les difficultés des mineurs qui ne veulent pas répondre parce qu'ils voudraient oublier la tuerie au fond de la mine ou parce qu'il y a les pressions des Houillères.

«Déjà dit le rapport, la mobilisation des mineurs a obligé les Houillères à renforcer un peu partout la sécurité, par exemple les tournées de gaziers se font maintenant à deux, on remet des staffanels partout, on arrose».

«Comment se fait-il qu'à cette heure, ils rentrent des camions de blanc?» note un mineur qui n'attend pas la réponse.

«Et les camions complets de toiles d'aéragé qu'on a vu défiler?» «Mais il ne faut pas en rester là, conclut le rapport, il faut continuer à nous mobiliser pour faire la vérité au Tribunal Populaire».

Pour que la vérité soit faite à ce Tribunal, sur tous ces aspects de l'exploitation, les mineurs à la réunion de samedi ont débattu de la silicose. Une discussion ou à chaque instant, les mineurs se levant ont dit leur haine contre les Houillères, contre la médecine des mines, qui les envoient à la mort. Lorsqu'en introduisant la discussion, un camarade annonce: il y a des médecins dans la salle (ce sont des médecins du Groupe Information Santé, G.I.S., qui se mettent au service des mineurs), Gérard, mineur silicosé, déclare sous les rires approbateurs de l'assistance: «bienheureux de vous voir!» C'est sur le ton: on a de sacrés comptes à régler avec la médecine. «On va pouvoir discuter parce qu'il ne faut pas macher ses mots», dit-il, «les médecins actuels, par ici, c'est des assassins!».

Toute l'assistance applaudit vivement à ce réquisitoire contre la médecine bourgeoise. Au fond une femme, veuve de mineur, se lève: «je peux parler?» Elle se rapproche, elle explique son cas, celui de milliers d'autres, son mari, reconnu silicosé à 100% à l'hôpital de Lille avant sa mort, est déclaré mort d'un cancer du foie par la médecine des Houillères. «J'ai été au tribunal, comme j'avais perdu mon mari, j'avais beaucoup de peine, je suis partie chez mes enfants». On a classé son dossier tout ça pour ne pas payer de pension: «je n'ai jamais touché un sou».

Les taux de silicose sont systématiquement camouflés: «mon père, pendant 12 ans, ils l'ont traité avec un «minimum doux» (il), sans être reconnu. Après, on l'a reconnu à 40%, 50%, et après il est mort», déclare un ancien mineur de Bruay.

Avec les médecins du G.I.S. qui sont présents, on aborde la possibilité de réaliser des contre-expertises, qui reconnaîtraient le taux réel de silicose des mineurs, et mettraient donc en cause la médecine des Houillères. Mobilisation des mineurs pour faire reconnaître le taux, pour lutter contre la poussière qui engendre la silicose, pour des investissements dans la recherche, afin que la silicose ne soit plus une maladie inguérissable. C'est cet objectif de mobilisation que la Commission a fixé. La discussion sur la silicose était une contribution à la préparation du Tribunal Populaire. Sur la réalisation de ce Tribunal, on a longuement discuté. Une motion de soutien aux mineurs qui témoignent au Tribunal Populaire de Liévin est lue. Elle sera signée massivement à la porte des fosses, dans les corridors.

«Nous nous déclarons solidaires avec ceux de nos camarades qui parleront au Tribunal Populaire et mettront en accusation les Houillères. Nous ne tolérerons aucun geste de répression à leur égard. Nous nous tenons à leurs côtés pour les soutenir», dit notamment la motion.

Les mineurs présents sont d'accord. Ils sont d'accord pour témoigner, pour lutter. Ils discutent de la façon de faire signer, de ce qu'il faut faire pour amener des camarades au Tribunal Populaire.

auxquelles s'en tiennent les directions syndicales.

La silicose qui tue 3 mineurs par jour, ne fait que s'aggraver avec le renforcement de l'exploitation capitaliste dans les fosses. Comme l'illustre à Bruay le témoignage d'un jeune parlant d'un camarade silicosé à 20 ans, la maladie frappe de plus en plus tôt: avec les nouvelles machines, la poussière est plus fine, elle pénètre davantage et plus rapidement dans les poumons. Avec la relance partielle et la difficulté pour les Houillères de trouver des jeunes pour l'embauche, la médecine des Houillères est encore plus réticente pour la reconnaissance de taux de silicose, de façon à empêcher les retraits anticipés, et user les vieux mineurs jusqu'à la dernière extrémité. Comme le montrent les témoignages au Tribunal Populaire, ce n'est donc pas la mine mais l'exploitation capitaliste qui est responsable de la silicose et de ses ravages. Nous reviendrons prochainement sur la nature, sur l'évolution et les causes exactes de cette maladie dans le cadre du système d'exploitation capitaliste.

Les déplacements n'empêcheront pas la mobilisation

«Après la «catastrophe», ils m'ont mis au 4, j'ai rassemblé des camarades, ils sont d'accord, ils vont venir» explique un mineur «J'avais une «grande gueule», ils m'ont envoyé au 5, au 5, j'ai trouvé de nouveaux camarades, ils sont d'accord avec moi, ils vont venir au Tribunal Populaire».

Ni l'attitude des directions syndicales et de certains délégués.

Un camarade rappelle que «les mineurs syndiqués doivent se battre pour que les syndicats soutiennent l'initiative du Tribunal Populaire».

Il faut mobiliser tout le monde.

«Il y a les retraités. Vous avez des corons où il y a 8 retraités sur 10, il faut faire du porte à porte - moi, je réside à Angres, je vais passer dans les maisons».

Et les femmes: «Dans les cités, les femmes sont aussi bien concernées que les hommes», souligne un mineur, «c'est l'affaire des femmes comme des hommes» ajoute un autre.

Pour la mobilisation, de petites vignettes de soutien seront vendues dans les corons et sur le plan national, un appel des mineurs de la Commission Populaire d'Enquête lancé pour tous ceux du Nord Pas-de-Calais et des autres bassins, diffusé largement.

La discussion se clot par un vote unanime pour la réalisation du Tribunal Populaire.

Les travailleurs qui étaient venus à l'extérieur ont confiance dans le succès du Tribunal. A la fin, ils nous ont dit: telle cette ouvrière de la confection de Béthune, payée au SMIC, qui assiste pour la première fois à une réunion de la commission: «Dans mon entreprise, j'espère que la mobilisation va marcher» nous dit-elle. «Cela intéresse beaucoup de gars» nous dit le jeune fondeur d'Usinor. Bien qu'étant à l'armée, il va contacter des camarades de travail. «A l'usine ou à l'armée dit-il il y a la même hiérarchie. Les accidents, c'est pareil. Dans mon unité dans le Nord, le commandant en second s'est adressé à nous, en parlant des mineurs et des ouvriers du Nord qui, a-t-il déclaré, avec le travail dur, ont eu déjà une bonne discipline.» Des jeunes de la région, au chômage, certains avec CAP nous disent: «on a bien parlé des mines, mais pas assez du reste: le bâtiment...» le Tribunal Populaire leur donnera la parole.

Jean-Paul GAY

Pour le voyage à Liévin

Les lecteurs de Front Rouge qui désirent participer au Tribunal Populaire de Liévin peuvent nous écrire. Nous leur signalerons s'il existe au départ de leur ville des départements collectifs organisés par les Comités de Soutien locaux. Dans ce cas écrire rapidement.

Nous rappelons que le Tribunal Populaire aura lieu le samedi 22 mars.

DANS LES AUTRES VILLES

à St Florent

Le Tribunal Populaire de Liévin fait partie de la lutte des mineurs du Nord contre la politique de liquidation des Houillères. Dans toute la France, les mineurs affrontent cette même politique comme en témoigne cette interview que nous avons reçue de notre correspondant de Montpellier, sur la résistance des mineurs à la fermeture du bassin d'Alès.

FR: Est-ce que tu peux nous expliquer pourquoi on ferme les puits de St Florent?

R: C'est dû à la volonté du patronat de liquider tout le secteur minier de la région. Par exemple le groupe Nord doit passer au privé. Pour St Florent on croit savoir que le puits sera racheté par Alsthom. Pour le carreau Molières, même chose, avec l'installation d'une usine de cartonnage. Aucune raison ne justifie cette liquidation. Par exemple à St Florent, on n'a exploité que 20% du charbon. Il reste encore 80% des réserves.

Le mineur nous explique que depuis la fermeture de St Florent, cela signifie des conditions de travail bien plus difficiles dans les autres puits. A la Grande Combe, ils travaillent encore au marteau et à Ricard, pour descendre au fond, même avec l'ascenseur, ils doivent descendre 800 marches. Quand il faut

à Roanne

Le Comité de Soutien aux mineurs de Liévin a tenu une réunion publique le 21 Février. Cette réunion a rassemblé une quarantaine de personnes, dont de nombreux ouvriers, des lycéens... Les membres du Comité ont fait plusieurs interventions. Sur les conditions de vie et de travail à Liévin et sur l'accident, sur la politique érigée de l'impérialisme français. Sur les accidents de travail, à Usinor, à Fos, pour montrer que Liévin n'est pas un fait isolé. Sur les accidents à Roanne, dénonçant les conditions de travail dans le bâtiment. Les travailleurs présents ont apporté leurs témoignages: sur l'usine Beker (usine de siège), sur la Bonneterie, où l'on emploie des produits de nettoyage dangereux, comme l'éther et le trichloréthylène, où les cadences et le rendement sont élevés. Dénonçant la santé en système capitaliste, solidarité des travailleurs de la Santé, Une douzaine de lycéens ont apporté leur soutien au cours du débat sur le Tribunal Populaire, et sur les tâches immédiates du Comité de Soutien, nous avons décidé de créer une commission sur les problèmes des femmes et la santé (Bonneterie, Hôpitaux).

Une motion de soutien à la Commission Populaire d'Enquête de Liévin et au Tribunal Populaire, dans laquelle nous nous engageons à dénoncer sur Roanne et sa région les accidents du travail, les manquements à la sécurité..., a été adoptée à l'unanimité. Elle sera proposée à diverses organisations (Joc, CFDT, Paysans Travailleurs...). Près de 100 signatures ont à ce jour été collectées pour la pétition.

Corre. Roanne.

contre les accidents du travail, un livre militant à lire

GILBERT MURY

LE SANG OUVRIER

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL



remonter, après 8 h de travail épuisant, le poids des années et la silicose en plus... Et si la journée du mineur s'arrête à 8 h de travail! Mais certains sont obligés de faire 4 h de voyage par jour. Cela fait des journées de 12 h. Et tout ça pour un salaire misérable. Moi, après 30 ans de mine, je gagne 1.300 F par mois! Bien sûr on a quelques avantages en nature mais ce n'est rien à côté de ce que gagnent cadres et ingénieurs: l'échelle des salaires va de 1 à 40.

FR: Quelles sont vos conditions de vie?

R: Très dures. On est obligé tous les 15 jours, de descendre à Alès pour faire un grand marché, et avec ce qu'on gagne, comment veux-tu qu'on vive décemment? Même avec un petit jardin, quelques poules et quelques lapins, qui permettent de se nourrir un peu mieux. Avec ma femme, nous ne sommes jamais allés au cinéma, ni même au restaurant. Pour les vacances c'est la même chose. Les 3/4 des mineurs restent ici pendant leurs vacances.

Je peux te parler aussi de la silicose, parce que je suis moi-même silicosé: la silicose, presque tous les mineurs du fond en sont atteints. La médecine du travail? Le collège de médecins de Montpellier est réputé dans la région: 31% des mineurs atteints de silicose ne sont pas

reconnus comme silicosés, et ne sont donc pas indemnisés. Les médecins ont fait paraître un texte où ils traitaient pratiquement ces 31% de mineurs «de plaisantins».

FR: Comment vois-tu l'avenir?

R: Il va falloir se battre durement pour la réouverture des puits de St Florent et pour le maintien en activité des autres puits. En effet, si la production minière disparaît, c'est toute la région qui sera touchée. Depuis quelques années, la fermeture des puits, la réduction de la production, le départ des milliers de mineurs, ont accentué l'agonie de notre région. Le CEG des Martinets est condamné. On a déjà supprimé des classes l'an dernier. Les villages de mineurs deviennent des villages de vieillards. Si nous ne voulons pas voir mourir notre vallée, il faudra lutter: mais je pense qu'il faudra lutter différemment. L'exemple de Lip a été révélateur. Pourquoi n'envisagerions-nous pas pendant une grève de prendre connaissances des livres de compte et des projets patronaux? Et on peut très bien imaginer les mineurs vendant eux-mêmes leur production. Je crois que la forme des luttes peut évoluer et doit évoluer.

(recueilli par notre correspondant de Montpellier)

à St Etienne

Cette semaine, les élèves du CET Etienne Mimard se sont mis en grève après un grave accident à l'atelier. Ils ont créé un comité pour la sécurité dans les ateliers. Un élève de 20 année de BEP a reçu une décharge électrique, alors qu'il travaillait sur une rectifieuse surfacée. Il n'a eu la vie sauve que grâce au réflexe d'un de ses camarades qui s'est précipité sur lui pour lui retirer les mains qui restaient accrochées à la machine. Cause de l'accident: aucune machine du CET ne bénéficie de mise à la terre qui est pourtant obligatoire. Le but de cette lutte est d'obtenir des conditions de sécurité à l'atelier dans les plus brefs délais. Les élèves ont organisé une journée portes ouvertes dans les ateliers, qui a permis de constater que dans tous les domaines, notamment celui de la sécurité, le CET est bien la préparation à l'exploitation de l'usine: installations électriques vétustes sans mise à la terre, pas d'espace entre les machines (75 cm entre chaque tour), machines non fixées au sol, très vieilles machines, dont certaines ont plus de 100 ans. Le comité pour la sécurité du CET Etienne Mimard a déjà obtenu une première victoire: la réfection de l'installation électrique commencera cette semaine. Et à travers cette lutte ils commencent à remettre en cause, à partir de la question de la sécurité, ce que sera l'exploitation capitaliste pour eux, la manière dont les patrons les traiteront. La perspective du Tribunal Populaire a reçu un accueil favorable auprès des élèves, qui voient ainsi comment leur lutte au CET s'intègre dans la lutte d'ensemble de la classe ouvrière contre le capitalisme.

Corr St Etienne.

engendre la «fatigue industrielle» qui abolit tous les moyens de défense contre les agressions du monde extérieur».

Abniti par les cadences, par la répétition des heures durant des mêmes gestes, l'ouvrier devient incapable de s'adapter à une situation nouvelle, de se régler sur la réalité du monde extérieur plutôt que sur les sensations du corps lui-même ou sur les habitudes qu'il a acquises. C'est la «fatigue industrielle» qui est cause de tous ces accidents apparemment stupides, qu'un ouvrier reposé, en possession de toutes ses facultés éviterait aisément. C'est parce qu'il est fatigué, que l'ouvrier ne verra pas la poutrelle ou la caisse sur son chemin.

En démontrant que les accidents du travail sont liés à la fatigue industrielle et à ces autres fatigues que sont les transports interminables, la vie dans des cités bruyantes... Gilbert Mury démontre en même temps la totale responsabilité du capitalisme dans sa course au profit maximum. La conclusion qui s'impose, c'est que la suppression des accidents du travail, ne peut passer que par la suppression de sa cause: l'exploitation capitaliste.

«Un ouvrier a en moyenne une chance sur cinq d'être blessé chaque année. Contrairement à la propagande bourgeoise sur l'amélioration du sort des ouvriers, le nombre d'accidents augmente, et parmi eux la proportion d'accidents graves: entre 60 et 70 il y a eu 10% d'accidents en plus. Dans les trois années 69-70-71, la moyenne des accidents mortels est supérieure de 20% à celle des années 58-59-60. Mais Gilbert Mury ne se contente pas d'aligner les chiffres révélateurs, l'intérêt essentiel de son ouvrage tient dans la démonstration rigoureuse qu'il fait des causes des accidents du travail. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce n'est pas sur les machines qu'il y a le plus d'accidents. La machine n'agit le plus souvent qu'indirectement, la cause essentielle des accidents du travail réside dans la fatigue industrielle: 60,7% des accidents ont lieu sans machine, au cours de déplacements dans l'usine, de manutentions... «La machine ne blesse et ne tue que dans un nombre limité de cas. Mais elle

besançon : GREVE VICTORIEUSE DES HANDICAPES DU C.A.T.



Les travailleurs des CAT entrent en lutte. Les «Centres d'Aide au Travail» de Besançon emploient 230 personnes: statutairement, c'est un hospice où sont placés des handicapés pour leur apprendre un métier et les réintégrer ensuite dans le circuit du travail. En tant qu'hospice, la direction touche pour chacun une subvention journalière de 58 F du ministère de la santé (soit plus de 1 million ancien de subvention journalière). Ce soi-disant hospice qui se déclare «à but non lucratif», fait un milliard de chiffre d'affaires annuel dans la fabrication de meubles, matelas... etc. La vérité, c'est une exploitation féroce: des salaires de 250 F à 600 F mensuels, et cela depuis 7 ans pour certains. Aucun n'est au SMIC. L'usine rivalise maintenant avec les fabricants de meubles de la région. Les travailleurs qui ne peuvent pas suivre les cadences sont renvoyés du centre. Il ne s'agit pas d'apprendre un métier aux handicapés, mais de réaliser des profits et pour cela de développer les ateliers

productifs. Les monteurs, qui sont en principe chargés d'apprendre un métier aux handicapés, sont eux aussi obligés de travailler pour que l'atelier respecte les normes de travail. Chaque mois, on leur retire 50 Frs de «pécule de vacances». «Ils seront bien contents de les avoir plus tard» déclare le soi-disant éducateur. Il a fallu imposer à la direction l'élection de délégués du personnel. Lundi 24 Février, à la suite d'une tentative de la direction de modifier les résultats des élections au Comité d'Entreprise, les ouvriers débrayèrent Peugeot, le directeur du centre, comme tout patron de choc, force avec sa voiture les rangs des grévistes: 2 ouvriers sont blessés. La direction refuse toute négociation, refuse de faire des excuses publiques aux grévistes. Les handicapés réclament: Le SMIC pour tous payé intégralement, et de meilleures conditions de travail et de sécurité. La haine des travailleurs pour le directeur Peugeot est immense. Depuis plus de 6

ans, personne n'osait rien dire, et maintenant tous témoignent. Ils expliquent aux camarades du Parti leurs conditions d'exploitation, leurs salaires de misère. Tous réclament la démission du directeur. Peugeot refuse d'engager des négociations. Quant à Huot, président du Conseil d'administration du CAT, c'est un socialiste de l'équipe à Mirjoz. Pour lui, aucune hésitation: «Si vous ne reprenez pas le travail tout de suite, vos journées de grève ne seront pas payées, et si cette grève continue on peut fermer le centre.» Les discussions vont bon train sur ces individus qui se prétendent «socialistes». Déjà nous connaissons Bonnefoy, et l'augmentation des charges dans les HLM, Kohler, qui ferme les MJC, Minjoz et les augmentations des impôts locaux; ils sont tous de bons gérants du capitalisme. Giscard peut leur faire confiance. Mais à Besançon, tous les travailleurs comprennent la nature bourgeoise du PS qui gère la municipalité. Mercredi 26, les travailleurs popularisent leur lutte sur les entreprises de la ville, ils organisent des collectes; l'après-midi, ils manifestent dans les rues de Besançon jusqu'à la mairie. Huot maintient ses positions. Grâce à leur détermination et à leur unité (handicapés, monteurs et administratifs), les travailleurs imposent des négociations. Affecté, le préfet n'a plus qu'une solution pour remplacer le directeur qui s'est enfui dans une clinique: il envoie le directeur régional de l'inspection du travail en personne pour engager les négociations. Vendredi, c'est le succès pour les travailleurs. La direction doit

céder sur les conditions de travail et sur les salaires: le SMIC pour tous, les ateliers seront chauffés dès le matin, une infirmière sera embauchée... Pas de sanction, pas de poursuite pour fait de grève. Et surtout, les handicapés ont montré à tous qu'ils faisaient partie de la classe ouvrière. Notre Parti a soutenu constamment la lutte des travailleurs du CAT. Nombreux étaient ceux qui voulaient diffuser nos tracts montrant ainsi leur confiance dans notre Parti. De nombreuses discussions portant sur la Santé, sur la place réservée aux handicapés dans notre société s'engagent. Les travailleurs

handicapés refusent le soi-disant statut d'assistés que veut leur imposer la bourgeoisie pour mieux masquer leur exploitation. Ils dénoncent cette société qui les a mutilés physiquement ou mentalement. Leur lutte a été soutenue par toute la classe ouvrière de Besançon, car tous savent qu'ils risquent quotidiennement le handicap. A Bourgeois, SIFOP, Zémith, il ne se passe pas un jour sans accident du travail. Les travailleurs du CAT iront témoigner au Tribunal Populaire de Liévin.

Corr Besançon.

pour que paraisse, en septembre 75, un quotidien communiste, je souscris dès aujourd'hui un abonnement à FRONT ROUGE QUOTIDIEN

| | | |
|--|----------------|------------------|
| 1 an 250 F | 3 mois 80 F | Nom |
| 6 mois 150 F | 1 mois 30 F | Prénom |
| Cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyez-le à F.R. BP 161 - 75864 Paris Cedex 18 | | Profession |
| | | Adresse |

RENAULT : LA DIRECTION MENACE LES OUVRIERS QUI POURSUIVENT LA LUTTE

à billancourt...

Vendredi matin les 100.000 salariés des usines Renault ont reçu une lettre de leur patron. Qu'est-ce qui vaut aux travailleurs de Renault une telle marque d'attention? Est-ce l'inquiétude patronale devant les accidents du travail: il y a encore eu un mort la semaine dernière (au 51), le souci de médiatiser aux conditions de travail ou d'accorder salaire égal à travail égal comme le réclament les ouvriers? Il ne s'agit évidemment pas de cela. Les inquiétudes de Dreyfus concernent ses profits, c'est pour les préserver qu'il formule dans sa lettre des menaces, sur fond de chantage à la crise à l'égard des ouvriers en lutte. Menaces de chômage technique notamment dont il rend responsables les ouvriers du Mans qui, par leur «grève de l'enthousiasme» ont fait baisser la production de 50%. Déjà samedi et lundi plusieurs équipes ont chômé quelques heures, et d'autres risquent d'être touchées. Le but de la manœuvre est clair: diviser les ouvriers, dresser l'ensemble des travailleurs contre ceux du Mans. Pour justifier son intransigeance et le refus d'accéder aux justes revendications des travailleurs (coefficient 170 maxi pour les O.S., 180 maxi pour les P1A, à travail égal, salaire égal,...) Dreyfus invoque la crise de l'automobile et le risque pour la Régie de perdre des marchés. C'est en tout cas l'aveu que la situation de Renault n'est pas si mauvaise, qu'il n'y a pas de stocks où puiser pour répondre aux commandes, contrairement aux concurrents engorgés de stocks. Ce que ne dit pas Dreyfus, c'est qu'en 74, Renault a augmenté sa part du marché

français: 36% en 74 contre 29% en 73, et que la baisse de la production n'a été que de 5%, nettement moindre que les autres trusts automobiles. Comme nous le disait un ouvrier: «Quand on lance une voiture comme la R30 TS, ce n'est pas à nous qu'il faut demander de payer la crise!» Dreyfus termine sa lettre par un appel aux travailleurs à abandonner leurs «revendications démesurées» et à travailler normalement afin, ajoute-t-il en faisant un appel du pied à la CGT, de sauvegarder Renault, «exemple de réussite d'une entreprise nationale». Ces menaces ont été accompagnées de 80 lettres d'avertissement contre les grévistes du 74 qui avaient bloqué leur chaîne, la semaine dernière. Une procédure de licenciement est engagée contre 17 d'entre eux dont 3 délégués du personnel (2 CGT, 1 CFDT). Dreyfus a convoqué à ce sujet le comité d'entreprise pour mercredi. Il s'agit pour lui de mettre en balance devant les syndicats l'arrêt de la procédure de licenciement contre la reprise normale du travail. Au lieu de riposter immédiatement par l'élargissement des mouvements de lutte, les directions syndicales ont attendu mardi pour convoquer un meeting. Alors que la combativité est grande dans tous les secteurs, la CGT n'a proposé que des débrayages de 2h ou moins, et a laissé ces mouvements s'effriter, ne faisant aucune information d'ensemble. Vendredi, c'est par la maîtrise que les ouvriers de Billancourt ont appris qu'il y avait des coupages de cadence au Mans! En dénonçant les méthodes de lutte employées au 74, au 38, en qualifiant ces actions d'irresponsables ou d'aventuristes, les dirigeants de la CGT ont préparé le terrain à la répression patronale, et saboté la lutte. Beaucoup d'ouvriers sont conscients que les débrayages limités à 1h ou 2h ne peuvent faire céder la direction. C'est en recourant à d'autres modes de riposte que ces «formes d'action limitées» préconisées par la CGT, que les ouvriers pourront imposer à la direction, non seulement la réintégration de leurs camarades, mais aussi la satisfaction de leurs revendications de départ. PAS UN SEUL LICENCIEMENT 170 MAXI POUR LES O.S., 180 MAXI POUR LES P1A A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL 300 F D'AUGMENTATION POUR TOUS. Serge LIVET le 3/3/75.

à sandouville...

A Renault Sandouville, après plusieurs mouvements de grève depuis plusieurs semaines, 80% des travailleurs se sont mis en grève le 26 et 27 février. C'est un mouvement d'une ampleur jamais vue depuis au moins deux ans. Les manifestations à l'intérieur de l'usine se sont multipliées. Pour l'équipe du matin, le 27, la grève a commencé dans certains secteurs dès 6h30. Soit entrés en lutte les ouvriers de la tolerie, des presses, de la soudure, ceux de la mécanique, de la peinture, de la carrosserie, de la sellerie...

Pour certains secteurs, comme le 47 (tôlerie) les ouvriers luttent contre la suppression de postes, annoncée, qui aboutirait, pour ceux qui restent, à l'intensification du travail, à l'augmentation des cadences: là où il y avait 3 gars, la direction veut n'en laisser que 2!

Les travailleurs revendiquent

La suppression du coefficient «moyen» (il y a 3 coefficients: mini, moyen, maxi) et le passage au maxi pour tous au bout de 3 mois. Ils réclament l'application du principe: «à travail égal, salaire égal». Les manifestations reprennent le mot d'ordre plus massivement que jamais à Sandouville. Actuellement, les coefficients maxi et mini sont attribués arbitrairement: des gars travaillant depuis des années sont toujours au mini, alors que d'autres sont au maxi dès leur arrivée dans l'usine. L'augmentation des salaires: passage au coefficient 165 hors chaîne (2000 Frs mini, 2160 Frs maxi), 170 pour les postes en chaîne (2060 Frs mini, 2225 Frs maxi).

La situation au 28 Février:

La direction a convoqué ce matin à 9h une réunion extraordinaire dans laquelle elle s'est montrée intransigeante, et a menacé, si la lutte continuait, de réduire les horaires. Les syndicats ont alors appelé à un meeting à 13h, pour l'équipe du matin. Mais à cette heure, beaucoup de travailleurs ont jugé que c'était trop tard pour se mettre en grève. A 13h, la production est presque finie pour l'équipe du matin. Certains ateliers étaient en grève dès 11h30. Aujourd'hui la grève a été suivie à 50%: 5.000 ouvriers environ. La pression des chefs se fait de plus en plus en force. Au cours du meeting de 13h, les délégués CGT et CFDT ont déclaré vouloir poursuivre la lutte lundi et refuser le chantage de la direction. Mais ils n'ont pas donné plus de précisions. Les 5.000 travailleurs présents étaient toujours très combattifs et ils ne se sont pas laissés intimider par les cadres venus des postes en chaîne. Sandouville le 28.2.75

interview d'une représentante de l'union des femmes palestiniennes



manifestation des femmes palestiniennes à Jérusalem

Sur beaucoup de plans, on ne peut pas comparer la situation de la femme palestinienne et de la femme en France: la Palestine est occupée, beaucoup de femmes vivent dans des camps, la plupart ne savent ni lire, ni écrire... Pourtant, à travers ces explications, cette responsable de l'Union des Femmes Palestiniennes, nous pose la même question: par quels chemins, par quelles «petites choses» les femmes prendront-elles la place qui leur revient dans la révolution en France.

Cet été, s'est tenu le Congrès de l'Union des Femmes Palestiniennes. Peux-tu expliquer comment les femmes ont été amenées à participer au travail de la Résistance? Pendant longtemps, les femmes participaient spontanément dans les moments de crise: par exemple, au Liban, en 72, quand l'armée a attaqué les camps, les femmes se sont spontanément mobilisées, elles ont formé des groupes de secouristes pour soigner les blessés, apporter la nourriture; elles se sont rendues compte que ces petites choses, ce n'était peut-être pas tenir le fusil, mais c'était très important et elles l'ont organisé toutes seules. Et en dehors des périodes de crise? Après ces événements du Liban, la 1ère chose que les femmes ont demandé c'est de pouvoir suivre des stages de secourisme plus développés. Puis, pendant les cours, elles se sont rendues compte que, ne sachant ni lire, ni écrire, elles ne pouvaient apprendre que les choses les plus simples. C'est ainsi qu'elles ont demandé des cours d'alphabétisation... Finalement, elles ont obtenu des institutrices dans les camps, de faire des stages spéciaux qui tiennent compte de la condition de vie

dans les camps, des valeurs que la Résistance apporte. Les institutrices ont alors commencé à se mettre peu à peu avec les femmes. Maintenant, dans certains camps, les femmes sont arrivées à avoir des stages d'entraînement militaire pour pouvoir défendre le camp en cas d'attaque israélienne en plein jour, quand les hommes travaillent.

Un des obstacles qui gêne la femme pour participer à l'activité politique, c'est la garde des enfants. Comment les femmes palestiniennes ont-elles résolu ce problème? Quand elles ont commencé l'alphabétisation, beaucoup de femmes étaient embêtées parce qu'elles vendent ensuite aux Palestiniens. Les autorités israéliennes ont déclaré, il y a un an ou deux, que ces petites comités de boycott, étaient plus graves que l'organisation El Fatah! C'est des formes très combattives, très populaires. Quel a été le rôle de l'Union des Femmes Palestiniennes? Quelles conclusions en tires-tu? Jusqu'au Congrès de cet été, on a eu tendance à dire: «la femme est l'égal de l'homme, donc je prends le fusil...» et on a oublié tous les problèmes qui pèsent sur la femme, ses problèmes spécifiques; après le Congrès, on a critiqué cette attitude, au lieu de sauter des étapes, il faut voir où en est la femme palestinienne, quelle est notre situation propre, commencer par de petites choses pour que la femme puisse participer plus efficacement. C'est pour cela qu'on a décidé de créer des jardins d'enfants et des crèches; cela permettra à la fois de libérer les mères et d'éduquer les enfants.

8 MARS: JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME

NON A LA DOUBLE JOURNEE DE TRAVAIL DES FEMMES!

Exploitée, opprimée au travail. Lorsqu'une femme a une activité professionnelle à l'extérieur de chez elle, non seulement ses conditions de travail sont pénibles et peu payées (les femmes représentent 75% des smicards) mais encore, le soir, le travail de la maison reste à faire, et surtout il lui est impossible de s'occuper comme elle le voudrait de ses enfants. Ecoutons Josiane, ouvrière dans une usine d'électronique: «le petit, je le fais garder par une nourrice, mais je n'ai pas confiance en elle, j'ai peur qu'elle le laisse tout le jour dans un coin, qu'il ne se développe pas comme il faut. Les 2 grands, le soir en rentrant de l'école, sont seuls en m'attendant, livrés à eux-mêmes. J'ai toujours peur qu'ils fassent une bêtise!» Si elle travaille, c'est vraiment qu'elle ne peut pas faire autrement. Son mari gagne juste le SMIC. Esclave des tâches ménagères. Mais, lorsqu'une femme a plusieurs enfants en bas âge, elle est souvent obligée de rester chez elle, parce qu'il n'y a pas d'autre solution, tant au point de vue financier que de la garde des enfants. Elle s'y résigne. Cependant elle est souvent d'accord pour dire qu'elle se sent seule, qu'elle s'ennuie... non qu'elle n'ait rien à faire! (on a du travail avec des petits enfants!) mais surtout elle est isolée de la vie réelle, de la production sociale: les ouvrières de Grandin nous l'ont bien dit: malgré la chaîne, elles préféreraient aller à l'usine, et pas seulement pour des raisons financières mais aussi parce que cela contribuait à la rendre indépendantes et à les faire participer à la lutte des classes. Voilà la contradiction dans laquelle se débattent les femmes depuis le 19ème siècle, depuis que la grande industrie les a fait sortir sur le marché du travail par millions, parce qu'elle en avait besoin. Non à la surexploitation des femmes! ● A leur guise, selon leurs besoins, les capitalistes peuvent faire travailler les femmes, ou les renvoyer chez elles, sans pour autant les considérer comme chômeuses. Il leur suffit de renforcer quelque peu les allocations de «salaire unique» comme ils l'ont fait en 72:

RENFORÇONS LE COMBAT DES FEMMES POUR LA REVOLUTION!

c'est beaucoup moins cher et moins dangereux surtout que de leur donner l'allocation chômage et de les compter comme chômeuses. ● Ils justifient les bas salaires par la sous qualification des femmes. En fait, 72% des salariées se retrouvent cantonnées dans des emplois dit féminins (puéricultrices, emplois de bureau...) où toute revendication d'égalité de salaire avec les hommes devient illusoire. Pour les femmes ouvrières, elles sont en majorité manœuvres ou OS, et quand elles ont un CAP de couture, c'est les patrons de l'électronique qui les embauchent parce que c'est une preuve de leur habileté, mais pour le patron, ce CAP n'est pas une réelle qualification...

LES FEMMES SE DRESSENT RESOLUMENT CONTRE LE CAPITALISME

Contre la surexploitation, contre les licenciements. Cette double journée de travail, cette surexploitation que le capitalisme impose, les ouvrières de plus en plus nombreuses, les combattent. A Caen, chez Jaeger, Moulinex, à la SMNV de Nantes les ouvrières ont occupé leur usine pour obtenir la suppression du salaire au rendement, l'augmentation de leurs salaires. A Lip, les femmes ont activement participé à la lutte, venant massivement aux Assemblées Générales journalières, bien décidées à se battre jusqu'au bout contre les licenciements. Elles ont largement contribué à la vente des montres. A Cerizay, dans l'usine de confection, pendant plusieurs mois 100 femmes se sont battues pied à pied pour obtenir la réintégration d'une déléguée. Suivant l'exemple de Lip, elles se sont organisées pour fabriquer à l'extérieur de l'usine des chemisiers et les vendre. Partout en France, des femmes occupent leur usine pour s'opposer aux licenciements, comme à Grandin. Pour l'avortement et la contraception libres et gratuits. Mais ce n'est pas seulement les ouvrières, les employées des grands magasins ou des chèques postaux qui sont entrées en lutte. Depuis 2 ans, des dizaines de milliers de femmes ont manifesté pour l'avortement libre et gratuit, et ont finalement fait reculer la bourgeoisie.

OUI UNE AUTRE VIE EST POSSIBLE DANS UNE SOCIETE SOCIALISTE

Les aspirations à une autre organisation du travail, de la vie, révélées par les luttes des travailleuses ces dernières années, posent la question: qu'est-ce qu'une société socialiste changerait dans la vie des femmes? Quels problèmes résoudre-t-elle? Le travail productif de la femme. Si les femmes se battent au 1er rang contre les licenciements ou contre les cadences, c'est bien que, pour elles, l'usine n'est pas seulement où on trime; travailler c'est pour elles le moyen de conquérir une certaine indépendance (financière d'abord) mais aussi de s'affirmer comme force de lutte. C'est cette aspiration que l'organisation socialiste du travail permettra de réaliser: la femme travaille, apprend un métier, acquiert des responsabilités... C'est le 1er pas vers la libération de la femme de la condition particulière, de l'oppression que lui impose le capitalisme. La Socialisation des tâches ménagères... Travailler et garder les enfants, tenir le ménage... c'est la contradiction insoluble en régime capitaliste. Plutôt que chaque femme fasse tous les jours les mêmes balayage, repassage, cuisine etc, en société socialiste toutes ces tâches ne sont pas considérées comme la chasse gardée de la femme, elles sont étudiées et prises en charge par l'état socialiste. Bien sûr même actuellement, les femmes peuvent à travers de nombreux obstacles s'organiser entre elles, pour faire garder leurs enfants le soir ou à la sortie de l'école. Mais l'édification du

socialisme permet non de trouver une solution éphémère, bancale mais une solution d'ensemble. L'Etat socialiste se donne les moyens nécessaires pour que l'essentiel des tâches domestiques soit effectivement non à la charge de la seule mère-de famille, mais facilité par toute l'organisation de la société. Pour cela l'Etat socialiste construira les équipements collectifs nécessaires: crèches comprises dans le cadre des usines, de tous les lieux de travail. L'Etat multipliera des restaurants d'entreprise ou de quartier qui permettront d'éviter à la femme une 2ème journée de travail, par exemple en vendant des plats préparés. L'Etat favorisera la création d'équipes de ménage qui iront d'un logement à l'autre pour faire les nettoyages nécessaires, ouvrira des ateliers collectifs de réparation, de bricolage, de confection... qui permettront d'alléger le travail des femmes surtout dans les villes. En socialisant les tâches domestiques, en répartissant le poids sur toute la société, l'Etat socialiste jette les bases pour la libération de la femme. Il leur permet d'accéder à la lutte: politique, d'y prendre une part active et ainsi d'accomplir réellement leur émancipation en participant à l'édification du socialisme.

LIBERONS LA FEMME DE LA DOUBLE OPPRESSION CAPITALISTE

Donner aux femmes la possibilité de faire un travail productif, en socialisant les tâches domestiques, c'est étendre les bases nécessaires à l'émancipation de la femme. Dans la société capitaliste, la femme ne subit pas seulement l'oppression que tous les ouvriers, tous les travailleurs connaissent; qu'elle reste à la maison, qu'elle travaille à l'extérieur, la femme est aussi dominée par l'homme: sous le



dans la lutte contre les licenciements, les ouvrières de Cerisay ont montré la voie...

qui tout au plus peuvent réduire l'écart entre hommes et femmes dans certains secteurs ou faire accéder plus de femmes à la maîtrise. Mais l'exploitation, l'oppression de la femme travailleuse restent entièrement. Le P.C.F. propose aussi des «Mesures complémentaires pour «mères» aux millions de femmes qui accomplissent un double rôle social en exerçant un travail professionnel et en élevant leurs enfants de concilier des activités dans de meilleurs conditions. Concilier l'exploitation à l'usine et l'oppression à la maison! Le chemin à suivre vers la formation d'une organisation révolutionnaire des femmes. Luttent pour l'avortement, pour la contraception; luttent dans les usines; luttent contre les hausses de loyer, les logements insalubres, luttent contre les hausses des prix, luttent pour les écoles, pour les crèches... De plus en plus de femmes se mobilisent, entrent en lutte au côté des travailleurs, ou sur des problèmes plus spécifiques: elles

denoncent de nouveaux aspects de l'oppression capitaliste, ceux qui les touchent directement. Toutes ces forces, toutes ces luttes contre l'oppression capitaliste restent actuellement isolées les unes des autres, sans lien entre elles, souvent sans perspective autre qu'immédiate. Préparer le rassemblement de ces femmes, de ces luttes pour les faire converger vers la révolution socialiste, c'est s'avancer vers la création d'une organisation révolutionnaire de femmes. Bien sûr les femmes comme les hommes ont leur place dans le Parti du prolétariat, pour l'émancipation de toute la société. Mais du fait que les femmes, dans la société capitaliste, affrontent des problèmes spécifiques (double journée, oppression par les patrons et domination par l'homme), une organisation où les femmes puissent à la fois développer largement des luttes contre l'oppression particulière qui pèse sur elle, et participer au combat que mène l'ensemble du prolétariat, est nécessaire.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

nom
Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

abonnez vous FRONT ROUGE CCP 31 191 14 LA SOURCE

| | | |
|----------------|-----------------|-------|
| POUR LA FRANCE | pli normal 1 an | 80 F |
| | 3 mois | 20 F |
| | pli fermé 1 an | 160 F |

| | |
|-----------------|--|
| POUR L'ETRANGER | écrire au journal qui fournira le tarif. |
|-----------------|--|

CAMBODGE : VICTOIRES DE LA GUERRE DU PEUPLE

D'après Ford, si le Congrès ne vote pas les crédits demandés pour le Cambodge «les forces cambodgiennes (fantoche de Lon Nol) seraient obligées dans quelques semaines de se rendre aux insurgés»; Kissinger affirme de son côté que sans aide supplémentaire, la chute de Lon Nol est «certaine». Quel plus bel aveu de défaite d'une politique d'agression ininterrompue pendant cinq ans, face à un petit pays dont le peuple veut reconquérir son indépendance.

DEFAITES CUISANTES POUR LES YANKEES.

Phnom Penh étouffé, le Mékong coupé, l'aérodrome de Pochentong près de Phnom Penh cible d'attaques de plus en plus précises, la survie même du régime de Lon Nol est mise en cause par la grande offensive du peuple cambodgien commencée au premier janvier.

Le régime Lon Nol apparaît aux yeux de tous clairement pour ce qu'il est : rien, une marionnette dans les mains de Kissinger. C'est l'impérialisme US qui avait mis Lon Nol au pouvoir en 1970 pour étendre la guerre d'agression à toute l'Indochine dans l'espoir de vaincre le peuple vietnamien. C'est l'impérialisme US qui a été vaincu : il a déjà été obligé de reculer devant le peuple vietnamien, il doit plier une nouvelle fois devant le peuple cambodgien.

L'offensive actuelle est un coup décisif porté à la «kémérisation» de la guerre mise sur pied par les yankees. Des soldats cambodgiens équipés par les USA, encadrés par des «conseillers» US, étaient chargés d'imposer au peuple cambodgien la domination américaine. Les bataillons ainsi constitués sont taillés en pièces un par un ! Les soldats enrôlés de force rallient le camp des forces populaires ! La «kémérisation» de la guerre s'écroule face à la guerre du peuple cambodgien, dirigé par le GRUNK, pour reconquérir l'indépendance nationale.

UNE VICTOIRE DE TOUT LE PEUPLE CAMBODGIEN.

C'est le peuple cambodgien tout entier qui est dressé contre le régime Lon Nol, contre l'agression US. Pour soutenir les forces de libération tout le peuple dans la zone libérée est mobilisé. A l'arrière des troupes, la population des environs de Phnom Penh a multiplié par cinq ses capacités de transport pour approvisionner le front. Sur le Mékong les habitants venaient aider les soldats à décharger les péniches capturées. Sur tous les fronts les habitants aident les soldats à récupérer le matériel militaire, à relever les blessés pour les ramener à l'arrière. Par contre, les habitants des régions occupées par les fantoches refusent d'alimenter les troupes de Lon Nol. Les habitants de Phnom Penh, d'autres villes notamment Battambang, ripostent violemment aux tentatives de recrutement forcé des troupes fantoches, s'emparent des

stocks de vivres cachés par les fantoches et les distribuent équitablement, manifestent de plus en plus violemment contre les conditions de vie que leur impose le régime Lon Nol. Soixante mille habitants de ces régions ont rejoint la zone libérée. Un commandant de la région de Battambang déclarait il y a quelques jours : «Le peuple ne nous soutient pas. Il vaut mieux cesser le combat». Des soldats désertent, des bataillons se mutinent, refusent de monter au front.

LES MANOEUVRES DE KISSINGER

La seule issue qu'entrevoit le belliciste Kissinger, prix Nobel de la paix est la poursuite de l'agression et son aggravation. Il demande au Congrès US de voter un supplément d'aide de 220 millions de dollars. Le Congrès a refusé !

Il en a assez de voir des millions de dollars engloutis par des régimes incapables d'imposer la politique US et corrompus, d'autant que nombre de sénateurs hostiles à l'octroi d'une aide supplémentaire, comme Jackson, souhaitent que les États-Unis augmentent leur soutien à l'Etat sioniste et accroissent leur présence militaire au Moyen-Orient.

Les décisions du Congrès n'empêchent pas Kissinger d'engager de plus en plus de forces au Cambodge.

Des bombes qui absorbent l'oxygène sur 3 km² et détruisent ainsi toute vie ont été récemment larguées sur le territoire libéré; d'anciens pilotes yankees pilotent des avions du pont aérien, dans des avions fournis par l'armée US. Des appareils US ont été abattus sur tous les champs de bataille. Pour tourner l'interdiction prononcée par le Congrès d'utiliser des militaires US, l'armée de Taiwan a pris en main l'aviation de Lon Nol. Au cours du mois de Janvier, l'impérialisme US a envoyé des avions thaïlandais et saïgonnais pour bombarder le territoire libéré.

GRUNK A PHNOM-PENH

Ni les milliards de dollars déversés en Indochine, ni les bombardements les

plus barbares de l'histoire de l'humanité n'ont empêché les yankees de subir de cuisantes défaites au Vietnam et au Laos. Ils n'ont pas entamé la volonté du peuple cambodgien de recouvrer l'indépendance, ni empêché d'emporter d'importantes victoires.

Au cours du 2ème Congrès du FUNK tenu les 24, 25 février dans la zone libérée, le GRUNK a réaffirmé sa volonté de détruire la clique de Lon Nol.

Toutes les manœuvres de l'impérialisme US pour ouvrir les négociations en vue de créer un prétendu gouvernement de coalition ont échoué. Elles ne visaient qu'à maintenir le fantoche Lon Nol et ses acolytes au Cambodge, pour y mener la politique US. Lon Nol ne représente aucune fraction de la population, il ne représente que l'impérialisme US. Le peuple cambodgien tout entier est représenté par le GRUNK, seul. La victoire du peuple cambodgien contre l'impérialisme US c'est le GRUNK à Phnom Penh.

Le peuple cambodgien et ses dirigeants sauront repousser les manœuvres US ainsi que toutes les manœuvres d'autres puissances impérialistes pour tenter de profiter de leur victoire. Les 5 dernières années de la lutte armée les ont, entre autre, mis en garde contre l'autre super-puissance, le social-impérialisme soviétique qui pendant 3 ans s'est obstiné à reconnaître Lon Nol comme représentant du peuple cambodgien, accordant un ambassadeur à Phnom Penh, refusant de soutenir le GRUNK, ne rêvant ses positions que quand la victoire des forces populaires leur est apparue inéluctable !

Pour tous les peuples d'Indochine l'offensive en cours est leur lutte. La RDV a protesté contre le pont aérien à partir de Saigon, le GRP, au cours d'une visite dans la zone libérée, a affirmé son entière solidarité avec le peuple cambodgien : la victoire du peuple cambodgien sera un nouveau pas vers leur victoire commune, l'éviction totale de l'impérialisme US hors d'Indochine.

Grégoire CARRAT



manifestation des lycéens contre le régime pourri de Lon Nol

au cours d'un communiqué commun : LE GRP ET LE GRUNK SALUENT L'UNITE DES PAYS DU TIERS-MONDE CONTRE L'IMPERIALISME

En décembre 1974, une délégation du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire (GRP) et du Front National de Libération (FNL) du Sud Vietnam a rendu visite dans les territoires libérés du Cambodge au Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge. Ainsi a été souligné, au cœur même d'un pays que l'impérialisme a tenté vainement de s'assujettir, la solidarité des peuples d'Indochine qui ont, grâce à la guerre populaire, infligé de cinglantes défaites à l'impérialisme. Ainsi, comme le montre le passage du communiqué commun des délégations des deux pays que nous publions, a été souligné aussi, comment les victoires remportées par ces peuples contribuent à l'unité du Tiers Monde qui grâce à cette unité porte aujourd'hui des coups décisifs à l'impérialisme.

«Les deux parties déclarent à nouveau leur ferme soutien, comme auparavant, ainsi que dans l'avenir et en toutes circonstances, aux peuples arabes qui sont en train de lutter sous toutes les formes, en faisant usage de tous leurs moyens pour faire face aux sionistes israéliens agresseurs, en vue de libérer le territoire de la Palestine et le territoire des pays arabes occupés brutalement par Israël.

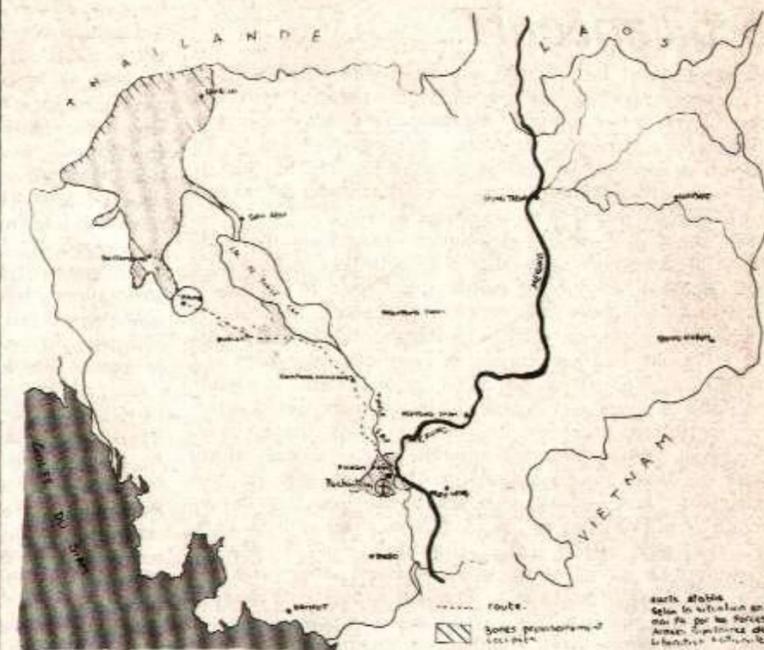
Les deux parties soutiennent entièrement la déclaration commune de la Conférence au Sommet des pays arabes

tendue dans la ville de Rabat, selon laquelle ils ont décidé de reconnaître officiellement l'Organisation de Libération de la Palestine comme l'unique représentant légitime et légal du peuple de Palestine. Les deux parties se réjouissent vivement des nouvelles victoires du peuple de Palestine sur l'arène internationale. (...)

Les deux parties se félicitent de ce que la force d'union des pays non alignés se développe sans arrêt et elles déclarent se solidariser de façon ferme et inébranlable avec tous les pays non-alignés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine qui se dressent contre l'impérialisme et le néo-colonialisme pour l'indépendance, la liberté, la souveraineté nationale complète sur les plans économique et politique, la souveraineté sur leurs propres ressources naturelles.

Les deux parties apprécient très hautement le succès historique de la Conférence au Sommet des pays non-alignés tenue en septembre 1973 à Alger et se réjouissent vivement de la nouvelle victoire de ce mouvement. En tant que membre à part entière de la grande famille des pays non-alignés, les deux parties déploieront tous leurs efforts pour apporter leur part de contribution active au mouvement de lutte légitime et juste des peuples des divers pays dans cette grande famille».

LE POINT SUR LA SITUATION MILITAIRE



En tous les points du territoire cambodgien que les fantoches de Phnom Penh contrôlent encore, les forces armées de libération (FAPLNG) ont lancé depuis le début du mois de janvier une grande offensive. Après avoir libéré 95% du territoire cambodgien depuis l'intervention US en mars 1970, le peuple cambodgien dirigé par son Gouvernement royal d'union nationale du cambodge (GRUNK) poursuit la libération des territoires que la clique de Lon Nol semblait tenir le plus solidement, aujourd'hui réduite à de simples enclaves encerclées par les zones libérées. C'est le cas notamment de la province de Battambang, adossée à la Thaïlande, où les yankees avaient envisagé de transférer Lon Nol en cas de menace grave sur Phnom Penh : les positions fantoches tombent les unes après les autres; la capitale de district Maung au sud de la province a été libérée, isolant la province de Phnom Penh tandis que la route de Phnom Penh à Battambang est sur tout son parcours libérée.

Après avoir brisé les ceintures de défense autour de Phnom Penh au cours de la saison sèche de 1974 et contraint les forces fantoches rescapées à reculer dans la ville, les forces armées populaires (FAPLNG) poursuivent la destruction systématique des postes militaires tout autour de la ville. Après avoir, en 1974, pris le contrôle de toutes les routes qui menaient à Phnom Penh, détruisant tous les postes militaires fantoches chargés de permettre l'acheminement du matériel U.S. destiné aux fantoches, les FAPLNG ont pris au cours du mois de janvier le contrôle des rives du Mékong depuis la frontière avec le Vietnam, jusqu'à Phnom Penh, ainsi que le contrôle du Tonle Sap au nord de la ville.

Aucun bateau n'est parvenu à Phnom Penh depuis le début du mois de janvier. Tous les convois envoyés, depuis Saigon par les Américains ont été obligés de rebrousser chemin dès qu'ils atteignaient la frontière du Cambodge, ou ont été détruits, leur cargaison étant récupérée par les FAPLNG aidées de la population des rives.

C'est la destruction massive du matériel et des troupes du régime Lon Nol, matériel fourni par l'impérialisme U.S., troupes encadrées par les «conseillers» U.S. (135 navires ont été détruits en janvier sur le Mékong, 40 dans les premiers jours de février); depuis, le Mékong n'est plus utilisé. Près de 20.000 soldats fantoches ont été mis hors de combat, un général tué ainsi que le gouverneur de Udong. Des milliers d'armes de tous calibres, plus de 10 tonnes de munitions ont été saisis.

Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est la possibilité pour le régime fantoche de continuer malgré l'appui américain à exister sur une parcelle du territoire cambodgien.

La route du Mékong coupée, il ne reste pour ravitailler les fantoches en armes et en munitions que l'aéroport de Pochentong. Le pont aérien, mis en place par les yankees, au prix de cinq millions et demi de dollars en deux mois ne permet d'acheminer que 18.000 tonnes de matériel, contre 120.000 tonnes qui étaient acheminées par le Mékong.

L'aéroport est la cible d'attaques de plus en plus nombreuses des FAPLNG. «C'est l'enfer», déclarait un pilote américain blessé sur l'aéroport; les cargos laissent tourner leurs moteurs pendant le déchargement pour pouvoir décoller plus vite.

L'aide américaine ne pouvant parvenir à Phnom Penh, ni dans les autres villes encore «contrôlées» par Lon Nol, le régime Lon Nol n'est plus rien.

A PHNOM-PENH : La classe ouvrière à la pointe du combat

La lutte dans les villes occupées par Lon Nol est très vigoureuse. A Phnom Penh les ouvriers sont à la pointe du combat. Les ouvriers de l'usine de textile Chip Tong ont engagé une lutte résolue contre leurs conditions de vie.

La lutte a été préparée plusieurs jours à l'avance par des réunions. Le 17 décembre la grève a éclaté, chacun avait sa tâche, apposer des banderoles, participer à un groupe d'auto-défense contre une éventuelle intrusion de la police militaire, se poster en sentinelle.

Les mots d'ordre des banderoles visaient directement le régime Lon Nol : «défaite au plan de fermeture des usines pour recruter les ouvriers», «libération immédiate et inconditionnelle de tous les ouvriers détenus illégalement par l'administration félonne», «paiement immédiat de leurs salaires aux ouvriers», «du riz à vendre et à distribuer en quantités suffisantes aux masses laborieuses», «pour les ouvriers lutter c'est vivre, ne pas lutter c'est mourir», «Nous luttons pour la victoire finale».

Pour régler les salaires impayés, les ouvriers ont mis en vente du tissu fabriqué par l'usine, à un prix à la portée des bourses des habitants pauvres. De nombreux «clients» apportent aux grévistes du riz cuit.

Des centaines de policiers venus pour déloger les ouvriers de l'usine sont empêchés d'intervenir par les habitants solidaires des grévistes qui les huent et leur barrent la route, ceux qui parviennent à l'usine sont repoussés par les ouvriers qui contre attaquent à l'aide d'armes improvisées.

De telles luttes affectent de nombreuses usines de Phnom Penh, Kampot, Battambang. La terre brûle sous les pieds de Lon Nol et de ses maîtres yankees jusque dans ses repaires.